



Message du Président de l'UNIR M.N. aux filles et aux fils du Congo-Zaïre

(paru à Kinshasa dans le journal «Le Potentiel », édition n° 3227 du vendredi 17 septembre 2004)

**Mes chers compatriotes,
Filles et fils du Congo-Zaïre,**

C'est la première fois que je m'adresse à vous, à travers la presse, en ma qualité de simple fils du Congo-Zaïre et président de l'UNIR MN, et c'est seulement à ce titre que je vous envoie ce message qui, je l'espère, prendra toute sa signification avec le temps, quand demain sera devenu aujourd'hui. Beaucoup de ceux d'entre vous qui connaissent et suivent l'engagement politique de l'UNIR MN, nous ont reproché notre silence dans l'appréciation des événements qui secouent notre pays depuis la mise en place de la transition. Ces compatriotes nous ont rappelés que l'UNIR MN, à travers son projet et ses propositions a apporté un courant nouveau qui représente un espoir non négligeable pour notre peuple et que cet espoir risquerait d'être anéanti si l'UNIR MN ne se manifestait pas publiquement. Si nous n'avons pas accédé à cet exercice de communication c'est pour une raison simple, nous nous sommes imposés l'obligation responsable de laisser le temps à ceux qui ont la charge des affaires de l'Etat de mener à bien la transition au lieu de jouer la carte du pourrissement de la situation en petits

amateurs agitateurs qui font profession de démagogie et de populisme en dénigrant tout et rien. Si nous avons décidé de rompre le silence c'est parce que les temps de l'histoire nous y obligent.

En effet, un an après la mise en œuvre de l'Accord Global et Inclusif et la mise en place des institutions politiques de transition, l'instabilité de la situation politique en République Démocratique du Congo mine chaque jour un peu plus l'espoir d'une réconciliation nationale tant espérée par les filles et les fils de notre pays et continue de menacer l'existence régionale de notre Patrie Congo-Zaïre.

Même si nous devons reconnaître que cette transition se déroule dans un environnement régional marqué d'incertitude, de méfiance, de volatilité et de violence, bien loin encore de ce « nouvel ordre régional pacifique » que l'on prophétisait il y a seulement quelque temps, tout le monde est conscient que la démarche historique est irréversible et que le changement de cette ampleur met du temps à s'enraciner. Malheureusement, force est cependant de constater que les temps semblent en effet de nouveau propices au doute et à l'inquiétude. Et si nous ne prenons pas garde ce compromis politique non viable risque, à tout moment, d'être interrompu et entraîner de nouveau notre pays dans la déchirure. Cette situation est liée pour l'essentiel aux gesticulations politiciennes et à l'inconduite civique d'une grande partie de la classe politique actuelle. Elle est surtout la conséquence inéluctable de la stratégie adoptée par les différents protagonistes qui visent en somme le partage du pouvoir et non l'organisation de celui-ci. Qui perçoit à l'évidence les mutations comportementales politiques favorables pour la reconstruction de notre pays que devraient générer le « salubre » Accord global et inclusif ?

Accueillie dans l'enthousiasme démesuré parce qu'on y lisait (peut être trop vite) la fin de la crise multiforme qui saigne notre patrie, la victoire de la souveraineté retrouvée sur la servitude, la mise en place des institutions de la transition avec le système de gouvernement (1+4) a ouvert à nouveau l'une de ces périodes de morosité et d'inquiétude où les populations du Congo-Zaïre se complaisent – aujourd'hui comme plusieurs fois déjà jadis – à douter de la capacité des hommes politiques à restaurer la paix.

Cette situation était prévisible. Pour bon nombre de nos compatriotes et d'observateurs avertis de la crise congolaise, il était effectivement incongru de croire un seul instant que ceux qui, encore aujourd'hui, se font la « guerre » de manière sournoise, soient aptes à constituer un Exécutif d'union nationale au sein duquel les principales décisions doivent paradoxalement être prises non pas selon le principe de la collégialité mais au contraire par consensus. Il en est résulté une lutte acharnée de pouvoir entre les différentes composantes politiques (espace présidentiel + gouvernement), qui bloquent et paralysent le fonctionnement même des institutions de la transition. Cette situation est due en partie à la complexité du système de gouvernement non viable(1+4), en partie aux avantages politico-économiques dont jouissent ceux au pouvoir et en partie au boycottage systématique de certaines forces négatives présentes dans l'ensemble des composantes. L'UNIR MN reste convaincu

que l'attitude adoptée par les différentes parties à la transition politique en République Démocratique du Congo n'est que symptomatique de leur manque de volonté à restaurer l'autorité de l'Etat, la paix, à assurer à notre peuple la sécurité nécessaire, et de leur incapacité à sceller la réconciliation nationale.

Après un an de fonctionnement, un bilan à mi- parcours, nous oblige à nous rendre en évidence que la transition politique, tant attendue, ne reposait que sur l'illusion qu'elle créait, mais non pas sur l'espérance qu'elle incarnait et qui, elle, était illusoire en l'absence d'un projet de société viable, d'un contrat social sacré et réfléchi, d'un véritable pacte républicain comme en témoigne la gestion quotidienne des affaires de l'Etat. Désormais, quelles raisons positives de croire en la formule actuelle de la transition ? Désormais, autour de quel message, de quelles valeurs politiques et culturelles les dirigeants actuels de la RDC peuvent-ils rassembler nos compatriotes éprouvés par plus d'un quinquennat de guerre et de déchirure? Il s'ensuit que les chances de voir aboutir cette transition s'amenuisent progressivement.

En effet, au-delà de l'activité diplomatique déployée par la Communauté internationale afin d'apporter une solution définitive au conflit qui saigne notre pays, et en dépit des multiples conventions régionales de paix signées ces dernières années et des résolutions du Conseil de sécurité votées en ce sens, force est aujourd'hui de constater qu'aucune paix durable n'est en l'état raisonnablement envisageable en République Démocratique du Congo et dans la Région des Grands lacs. Les signes préalables élémentaires à la réussite du processus de transition politique d'une part, et à la pacification effective de la région des Grands lacs d'autre part, sont totalement absents. Les risques de guerre civile et d'intensification des conflits que génère la persistance de l'instabilité et de l'insécurité dans la partie orientale du Congo-Zaïre, et que n'ont été en mesure de juguler ni l'action militaire salutaire engagée en Ituri sous l'égide de l'Union européenne, ni le soutien de la communauté internationale au processus délétère de la transition politique, sont autant de fatalités auxquelles nous ne pouvons nous résoudre. Ces risques doivent être sérieusement pris en considération.

Dans les soubresauts de la crise congolaise, notre peuple a achevé de perdre son honneur et sa dignité, jusqu'à ce degré du désespoir et de la misère où les foules égarées de nos terres orientales de l'Ituri, de Goma, de Bukavu... et l'immense majorité de nos concitoyens pensent n'avoir plus rien à espérer. De nos jours, être congolais n'a pas grand sens. Il faut redonner du sens ! Il faut réactiver la fierté, il faut rehausser l'étendard, il faut redorer le blason. Nous devons retrouver nos repères. La formule actuelle de la transition offre à notre peuple que de la peine, des larmes et de la sueur. Nous avons devant nous l'une des plus épouvantables épreuves que l'on puisse imaginer pour un peuple. L'ignorance du bonheur commun, le mépris des hommes, l'absence de toute conscience morale conduisent certains de « nôtres » à accomplir le mal absolu. Les tueries de Gatumba et ses manipulations politiciennes montrent que notre pays n'est pas encore arrivé au bout de ses peines. Faut-il alors recourir à la force des armes pour la rédemption de la patrie de l'ignominie de Sun City, pour libérer notre peuple de sa servitude et le conduire jusqu'aux cimes de la liberté, et ce,

conformément à l'article 3 de la Constitution de la Transition ? Les moyens pour un *bellum gerere* légitime ne manquent pas, mais nous ne pensons pas que l'on peut résoudre tous les problèmes par la force, par la violence, par la loi du plus fort. Et c'est précisément là une prise de conscience qui peut changer le cours de l'histoire de notre pays. Je souhaite que ces paroles soient entendues dans toutes les contrées de la République là où l'on se déchire entre fils de la nation Congo-zaïroise, ou qui devraient l'être.

Mes chers compatriotes, ne désespérez pas pour autant. Il suffit d'un rien pour que tout reparte. Et ce rien viendra. Nous avons une belle et grande cause à défendre. Pour la faire triompher, c'est moins d'espérance dont nous avons besoin que de volonté. Et de volonté politique plus que de simple volonté humaine. Nous avons un devoir à accomplir. Devoir d'Etat, bien sur, mais aussi celui de signifier que les forces patriotiques et démocrates rassemblées au cours de ces dernières années ne sont pas anéanties et qu'elles auront encore, dans l'avenir, un rôle à jouer. Nous devons incarner ce combat, et nous le ferons. Pour gagner ce combat, il nous faudra de l'énergie, de la foi et de la dévotion. Nous ne devons donc pas nous résigner. Nous devons vivre dans l'espoir, et nous avons l'obligation de nous ressaisir et montrer au monde que nous ne sommes pas un ramassis de lâches incapables de nous organiser pour défendre notre cause, ou même une bande de parasites rétifs au vrai travail, et tout juste bons à faire de l'argent et à danser comme d'aucuns pensent de nous. Nous appartenons à une nation admirable et persévérante qui, par-dessus son lot d'erreurs et de faiblesses, n'a pas laissé perdre l'idée qui fait toute sa grandeur et que son peuple toujours, ses élites quelquefois, cherchent sans cesse à formuler de mieux en mieux. Nous appartenons à une nation qui doit recommencer le parcours de toute son histoire et qui, dans les décombres, doit se préparer tranquillement,

sûrement, à en refaire une autre et à courir sa chance dans un jeu où elle part avec de considérables atouts. Mais pour que notre nation renaisse, il est nécessaire que notre peuple remonte dans la considération des autres peuples et cette réhabilitation dépend de l'existence, au Congo-Zaïre, d'une autorité gouvernementale qui soit le forgeron de la conscience patriotique et citoyenne.

Quand notre peuple aura un gouvernement qui verra là sa mission sacrée, il ne se passera pas cinq ans avant qu'une direction hardie donnée à la politique de reconstruction de notre pays ne trouve à s'appuyer sur la volonté aussi hardie d'un peuple courageux, travailleur et altéré de liberté. Et c'est pourquoi l'espoir ne doit pas nous quitter. Nous devons songer, pour reprendre courage, aux filles et fils du Congo qui, dès 1958, ont commencé seuls le combat de l'indépendance qu'ils n'avaient que peu de chances de voir aboutir. Nous devons avoir leur force, leur ténacité, leur foi pour redonner à la jeunesse confiance en son avenir, pour restaurer la confiance et retrouver l'espérance. Je forme des vœux d'espérance pour tous les filles et fils du Congo-Zaïre en m'adressant d'abord à ceux qui sont touchés dans leur chair par cette déchirure, à ceux qui souffrent, à ceux qui sont seuls, à ceux qui sont loin de chez eux. Ces vœux, je les forme également à toute la société civile patriote et démocrate, à tous les partis politiques démocrates, aux parlementaires debout, aux médias, à l'Eglise, aux organisations confessionnelles et aux parlementaires de la transition qui eux, en dehors de toute considération

partisane et dans les limites de leurs attributions, font avancer les choses tant bien que mal. Aussi je me permettrai de vous dire simplement : surtout ne perdez pas espoir. Je forme donc le vœu que nous puissions tous ensemble contribuer à plus d'humanité et à plus de dignité pour notre peuple afin *qu'in fine*, il puisse enfin disposer de lui-même et de sa terre. Pour le reste, que la providence dans son pouvoir nous accorde la force nécessaire pour résister au mal et à l'oppression !

Que la raison nous guide et que la volonté soit notre force ! Que la mission sacrée qui dicte nos actes nous donne la persévérance et que notre foi en notre patrie Congo-Zaïre reste pour nous l'arme suprême.

